



DOSSIER DE DEMANDE D'INDEMNISATION POUR LES ENTREPRISES RIVERAINES DU CHANTIER DU TCSP DE LA CACL

Rue concernée :

.....
.....
.....
.....

Période concernée par la demande :

.....
.....
.....
.....

Demandeur :

.....
.....
.....
.....

Date de dépôt du dossier : / /

1) IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Raison sociale ou dénomination de l'entreprise :

.....
.....

Sigle ou enseigne :

.....

RC (N° de Registre du Commerce) :

.....

RM (N° de Répertoire des Métiers) :

.....

N° Siret (obligatoire) :

.....

Code NAF (Nomenclature des Activités Françaises) :

.....

Code APE (Activité Principale Exercée) :

.....

Nom et prénom du responsable de l'entreprise ou son représentant¹ :

.....

ou Noms des membres de la société de fait :

.....

Activité(s) exercée(s) :

.....
.....
.....

¹ Dans ce cas, fournir le mandat de la personne désignée par l'entreprise pour la représenter dans le cadre de la présente demande

2) CARACTERISTIQUES JURIDIQUES

Lieu(x) d'exploitation concerné(s) par les travaux (préciser s'il s'agit d'une boutique, d'un lieu de production, d'un entrepôt et/ou d'un bureau) :

Adresse 1 :

.....

Code postal Ville.....

Autres lieux d'exploitation :

Adresse 2 :

.....

Code postal Ville.....

Adresse 3 :

.....

Code postal Ville.....

Forme juridique :

Entreprise individuelle SARL.....

EUURL..... SA.....

Société de fait..... SNC.....

Autres (à préciser)

Mode de gestion de l'établissement :

Gestion directe par la société.....

Gérant salarié.....

Gérant autre que gérant salarié..... (Dans ce cas, fournir la copie du contrat liant le gérant à la société)

Siège social :

Code postal Ville.....

Nom de la personne à contacter :

.....

Tél..... Fax.....

e-mail.....

Date de création ou d'acquisition de l'exploitation :

.....

Prix de l'acquisition du fonds de commerce :

(si le fonds de commerce ou de l'exploitation a été acquis au cours des trois dernières années)

.....

3) CARACTÉRISTIQUES COMMERCIALES DE L'ENTREPRISE

Effectifs ² :

Actuellement

.....

Évolution observée sur les trois dernières années

.....

Périodes et durées des fermetures annuelles les quatre dernières années :

.....

.....

.....

.....

Évolution éventuelle de la nature des activités exercées :

(abandon, ou à l'inverse, création de secteurs ou de prestations nouvelles; réduction ou extension des locaux professionnels; reconversions mises en œuvre...)

.....

.....

Droit d'occupation du domaine public :

Oui Non

Si oui, compléter l'annexe 2 « fiche de consultation relative aux occupations du domaine public »

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ?

.....

² Comprenant le dirigeant, son conjoint, les apprentis ou personnes en formation

Etablissements de restauration (cafés, brasseries, restaurants...) :

Indiquer la répartition de la capacité d'accueil de l'établissement

Nombre de places en salle :

Nombre de places en terrasse intérieure :

Nombre de places en terrasse extérieure :

4) ÉLÉMENTS D'IDENTIFICATION DU DOMMAGE³

ACCESSIBILITE A L'ENTREPRISE :

(Décrire l'importance, indiquer la durée et préciser la période des restrictions d'accès aux locaux où s'exerce l'activité de l'entreprise)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

AUTRES NUISANCES :

(Décrire la nature et la durée des nuisances, autres que celles résultant des restrictions d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions de l'exploitation)

.....
.....
.....
.....
.....
.....

MESURES PRISES A RAISON DES DIFFICULTES :

▪ Gestion des ressources humaines *(Si l'entreprise emploie des salariés, préciser si ceux-ci ont été placés en situation de chômage technique ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels durant la période d'inactivité de l'entreprise)*

.....
.....
.....
.....
.....
.....

³ Si la place est insuffisante, une feuille libre peut être jointe en annexe

LE DOSSIER EST A RETOURNER DUMENT COMPLETE, DATE ET SIGNE, ET PAR COURRIER RECOMMANDE AVEC ACCUSE DE RECEPTION, A :

Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL)
Commission d'Indemnisation Amiable (CIA) du TCSP
4 Esplanade de la Cité d'Affaire
CS 36029
97357 Matoury CEDEX

CONTACT AUPRES DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION AMIABLE :

- Formulaire de contact du site internet du projet : <http://www.cacl-guyane.fr/>
- Secrétariat de la Commission d'indemnisation Amiable
 - 0594 28 90 55
 - cia.tcsp@cacl-guyane.fr

LES FORMULAIRES PEUVENT ETRE RETIRES :

- Soit par voie postale par demande écrite adressée au secrétariat de la commission
- Soit au siège de la Commission par remise manuelle contre récépissé présenté
- Soit par téléchargement sur le site internet de la CACL : <http://www.cacl-guyane.fr/>

POUR VOUS INFORMER SUR LE PROJET DU TCSP :

- Sur le site internet : <http://www.cacl-guyane.fr/>

FINANCEMENT :

Le projet de TCSP est réalisé par la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral dans le cadre d'un marché de Partenariat avec la société de projet IBYS et est financé par la CACL, l'Europe et l'AFTIF.

CONSTITUTION DE LA CIA :

La Commission d'indemnisation amiable est une initiative de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral. Elle est présidée par un magistrat du Tribunal Administratif de Cayenne.

Participent également à cette commission :

- la Chambre de Commerce et d'Industrie de le Guyane,
- la Chambre des métiers et de l'artisanat de la Guyane,
- la Direction Régionale des Finances Publiques de Guyane,
- l'Ordre des Experts Comptables de Guyane,
- ainsi que la commune de Cayenne.